

LIMOEIRO DO NORTE, 15 JANVIER 2019

ORGANISATIONS EN ASSOCIATION AVEC LE MOUVEMENT 21

*Cáritas Diocesana, Núcleo TRAMAS/UFC, CSP_Conlutas, FAFIDAM, MST,
Lecampo/UECE/MAIE, STTR Apodí/RN, Resistência na Educação, CPT, RENAP,
EFA Jaguaribana, NATERRA/UECE, OPA.*



L'ÉTAT DU CEARÁ INTERDIT LA PULVÉRISATION AÉRIENNE DE PESTICIDES. DROIT ET CONQUÊTE DES PAYSANS : UN EXEMPLE POUR TOUT LE BRÉSIL !

Alors qu'en 2009, une directive européenne prévoyait l'interdiction de l'épandage aérien de pesticides, Limoeiro do Norte, une petite municipalité du Brésil située dans l'État du Ceará s'engageait aussi dans cette voie. Cette loi municipale de novembre 2009 était le fruit d'une bataille des communautés affectées par la monoculture de fruits des grandes entreprises de la Chapada do Apodi.

*“Compagnon Zé Maria, nous sommes là
Parlant pour toi puisqu’ils ont fait taire ta voix!
Luttons et résistons pour la vallée de l’Apodi
Personne ne desserre la main de personne”*



Zé Maria do Tomé brutalement assassiné

Cette bataille contre l'épandage de pesticides a commencé lorsque José Maria Filho, un habitant de la municipalité de Limoeiro do Norte et connu sous le nom de Zé Maria do Tomé, s'est aperçu que sa fille et d'autres habitants de sa communauté avaient des démangeaisons après avoir pris leur douche. Les symptômes disparaissaient lorsque la toilette était faite avec de l'eau en bouteille. C'est alors que Zé Maria do Tomé a pensé que ces démangeaisons pouvaient être dues à une contamination des eaux municipales.

À partir de ses observations, Zé Maria do Tomé a mis en place une série de luttes ayant pour finalité la protection de la santé et de l'environnement.

Il a donc fait analyser des échantillons de l'eau municipale et saisi les pouvoirs publics et les médias pour que tous puissent comprendre ce qui se passait sur ce territoire. Lui et les habitants

de la communauté de Limeiro do Norte ont fait pression sur le conseil municipal pour l'approbation de l'interdiction de pulvérisation aérienne sur leur territoire.

Aux côtés du MST (Mouvement Sans Terre), de la CPT (Commission Pastorale pour la Terre) et de Caritas, l'Université fédérale du Ceará a aussi contribué à la lutte à travers ses recherches scientifiques. Les recherches scientifiques de l'époque ont mis en évidence une contamination de l'eau et de l'air, des intoxications aiguës, un taux de mortalité anormalement élevé de cancer ainsi que des malformations congénitales, tous en lien avec l'utilisation de pesticides.

Des études réalisées par le COGERH – Compagnie de Gestion des Recours Hydriques de l'État du Ceará – en 2009 ont prouvé la contamination des aquifères du bassin de Jandaira par les pesticides, dont les agents actifs utilisés lors de pulvérisation

aérienne, notamment les fongicides. Les recherches développées par l'Université Fédérale du Ceará ont également prouvées une contamination des eaux de Jandaira et des eaux municipales.

Cinq mois après l'approbation de cette loi municipale interdisant la pulvérisation aérienne de pesticides en 2009 à Limoeiro do Norte, Zé Maria do Tomé fut brutalement assassiné de 25 tirs de pistolet, le 21 avril 2010.

En hommage à ce défenseur de l'environnement, la loi 16.820 du 8 janvier 2019 interdisant la pulvérisation aérienne dans l'État du Ceará porte son nom : la loi Zé Maria do Tomé.

La violence et l'injustice de cette mort sont à l'origine du groupe Movimento 21, qui s'efforce depuis des années à faire vivre la mémoire de Zé Maria do Tomé et sa lutte. Il dénonce à la fois l'impunité de ce crime et diffuse les alertes de la communauté de la vallée de l'Apodi, montrant le

vrai visage du développement imposé par l'agro-business en Amérique Latine.

En résistance à ce modèle national de l'agro-business, l'occupation Zé Maria do Tomé est née en mai 2014 dans cette même région. La communauté installée s'est engagée à une production familiale sans l'usage de pesticides. Ce campement a souffert de plusieurs tentatives d'expulsion. À travers ce campement, la lutte initiée par Zé Maria est restée vivante et a permis l'approbation de cette loi.



Pulverisation aérienne a la Chapada do Apodi